

Références : A06B233Q/007-1/BATIMENT S EN RDC/AMI_TRAV/EDU

Date d'édition : 07/02/2024

Contrat N° : A06-B-2022-00TV/0

RAPPORT DE REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE AVANT REALISATION DE TRAVAUX DANS UN IMMEUBLE BATI

DESIGNATION DU BATIMENT

Dénomination du bâtiment: BATIMENT S EN RDC

Fonction principale du bâtiment: Hôpital

Date du Permis de Construire: Avant 1997

Adresse:

HOPITAL

2 RUE ROBERT PLOTON

42700 FIRMINY

Propriété de:

CENTRE HOSPITALIER LE CORBUSIER



Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante (voir conclusions)

CACHET DU DIAGNOSTIQUEUR

Signature

Le diagnostiqueur
Emmanuel DURR

Date et Lieu d'établissement du rapport : 07/02/2024 à SAINT ETIENNE

Organisme: BUREAU ALPES CONTRÔLES

N° SIREN/SIRET: 351 812 698/00667

Le présent rapport est établi par une personne
dont les compétences sont certifiées par :

Nom organisme certificateur :

SOCOTEC CERTIFICATION

Adresse de certification :

**1 rue René Anjoly
94250 Gentilly**

Nom du diagnostiqueur : DURR Emmanuel

N° de certification : DTI/1409-006

Date d'obtention : 20/09/2019

Ce rapport ne doit être reproduit qu'intégralement

L'obligation est faite au propriétaire de l'immeuble bâti concerné par la mission de repérage de conservation et de transmission de ce rapport, conformément aux exigences de l'article 11 de l'arrêté du 16 juillet 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis.

Diffusion :

Monsieur ROCHETTE ingetech@hopital-lecorbusier.fr

SOMMAIRE

A. INFORMATIONS GENERALES.....	2
B. CONCLUSION.....	3
C. DESCRIPTION DE LA MISSION.....	5
ANNEXE - CROQUIS.....	6
ANNEXE - PHOTOS.....	8
ANNEXE - PROCÈS VERBAUX D'ANALYSES.....	10
ANNEXE - RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ.....	11
ANNEXE - ANCIENS RAPPORTS.....	13
ANNEXE - COPIE DU CERTIFICAT DE COMPÉTENCE DE L'INTERVENANT.....	14
ANNEXE - COPIE DE L'ATTESTATION D'ASSURANCE.....	15
ANNEXE - ESTIMATION DE LA QUANTIFICATION AMIANTE.....	21

A. INFORMATIONS GENERALES	
A.1 DESIGNATION DU BATIMENT	
Dénomination du bâtiment : BATIMENT S EN RDC Fonction principale du bâtiment : Hôpital Date du Permis de Construire: Avant 1997 Adresse: HOPITAL 2 RUE ROBERT PLOTON 42700 FIRMINY Propriété de: CENTRE HOSPITALIER LE CORBUSIER	
A.2 DESIGNATION DU DONNEUR D'ORDRE	
Nom: CENTRE HOSPITALIER LE CORBUSIER Adresse: 2 RUE ROBERT PLOTON 42700 FIRMINY Qualité: Maître d'ouvrage	Documents remis: Néant Moyens mis à disposition: Néant Le programme de repérage a été défini et validé par le donneur d'ordre via l'offre de contrat.
A.3 EXECUTION DE LA MISSION	
Rapport N°: A06B233Q/007-1/BATIMENT S EN RDC/AMI_TRAV/EDU Le repérage a été réalisé le: 22/01/2024 Correspondant: M ROCHETTE	Date d'émission du rapport: 07/02/2024 Date de commande: 17/04/2023 Laboratoire d'Analyses : ITGA Rue de la terre Adélie CS 66862 Parc Edonia - Bâtiment R 35768 ST GREGOIRE Accréditation N°1-5970
A.4 REFERENCE REGLEMENTAIRE	
- Arrête du 16 juillet 2019 modifié par l'arrêté du 23 janvier 2020 - Bases du programme de repérage : annexe 1 de l'arrêté du 16 juillet 2019 - Décret n°2017-899 du 9 mai 2017 - Norme NF X46-020 du 05/08/2017	

B. CONCLUSION

Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante

Remarques

Descriptif des travaux

Réfection de la toiture et façade

Liste des locaux visités

Toiture
Façade
Façade/Façade Ouest
Façade/Façade Est
RDC
RDC/Ancien réfectoire

Liste des éléments non visités

sans objet

Liste des matériaux contenant de l'amiante:

Zone	Local	Element	Matériau	Justificatif
	Toiture	Conduits de fluides (air, eau, vapeur, fumée, échappement, autres fluides)	Conduit de ventilation 1	par analyse du prélèvement n°3
	Toiture	Conduits de fluides (air, eau, vapeur, fumée, échappement, autres fluides)	Conduit de ventilation 2	idem par analyse du prélèvement n°3

Zone présentant des similitudes d'ouvrage (ZPSO)

N° ZPSO	Élément témoin	Ouvrage de référence	Sondages et prélèvements complémentaires *	Etendue de la localisation	ZPSO contenant de l'amiante
Z1	P3: Conduit de ventilation 1	Conduits de fluides (air, eau, vapeur, fumée, échappement, autres fluides)	Sondage(s) : S1	Toiture	Présence d'amiante

(*) La norme demande de doubler au minimum les prélèvements sur certains MPSCA.

Liste des matériaux ne contenant pas d'amiante après analyses:

Zone	Local	Element	Matériau	N° prélèvement
Façade	Façade Ouest	Façades lourdes y compris poteaux	Enduit projeté pied de mur	4
Façade	Façade Ouest	Façades lourdes y compris poteaux	Enduit projeté mi hauteur	5
Façade	Façade Est	Façades lourdes y compris poteaux	Enduit projeté	6
RDC	Ancien réfectoire	Conduits de fluides (air, eau, vapeur, fumée, échappement, autres fluides)	Calorifuge	1
RDC	Ancien réfectoire	Conduits de fluides (air, eau, vapeur, fumée, échappement, autres fluides)	Enveloppe de calorifuge	2

C. DESCRIPTION DE LA MISSION

La mission porte sur le repérage de l'amiante dans les éléments suivants:

Composants de la construction	Partie des composants à sonder	Localisation	Prélèvement		Présence d'amiante		Justificatif
			Oui	Non	Oui	Non	

2 - Parois verticales extérieures et Façades

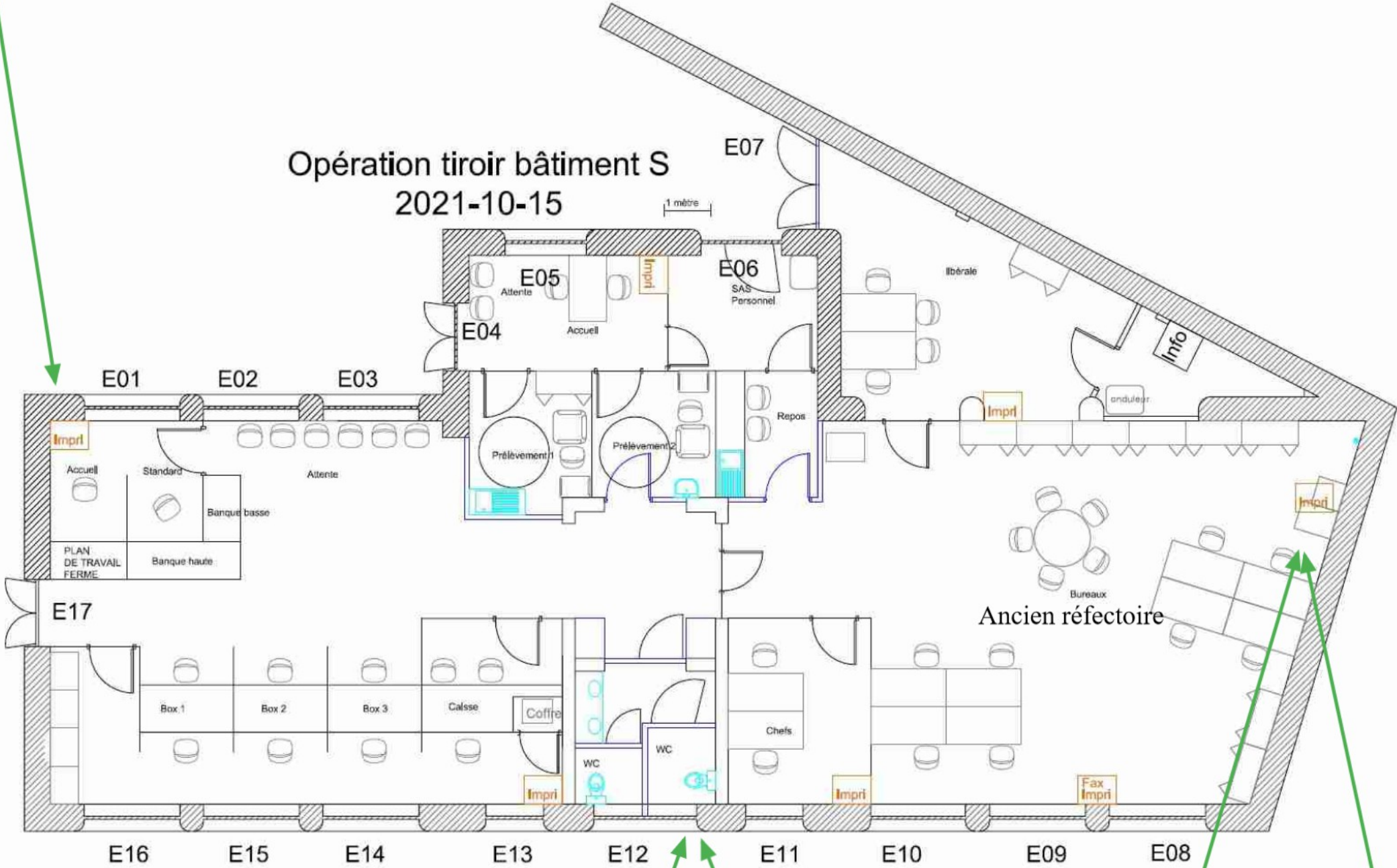
Façades lourdes y compris poteaux	Enduit projeté	Façade/Façade Ouest/Enduit projeté pied de mur	X			X	par analyse du prélèvement n°4
		Façade/Façade Ouest/Enduit projeté mi hauteur	X			X	par analyse du prélèvement n°5
		Façade/Façade Est/Enduit projeté	X			X	par analyse du prélèvement n°6

6 - Conduits et accessoires intérieurs

Conduits de fluides (air, eau, vapeur, fumée, échappement, autres fluides)	Calorifuge	RDC/Ancien réfectoire/Calorifuge	X			X	par analyse du prélèvement n°1
	Enveloppe de calorifuge	RDC/Ancien réfectoire/Enveloppe de calorifuge	X			X	par analyse du prélèvement n°2
	Conduit de ventilation	/Toiture/Conduit de ventilation 1	X		X		par analyse du prélèvement n°3
		/Toiture/Conduit de ventilation 2	X		X		idem par analyse du prélèvement n°3

Opération tiroir bâtiment S
2021-10-15

1 mètre



1 mètre

N P5

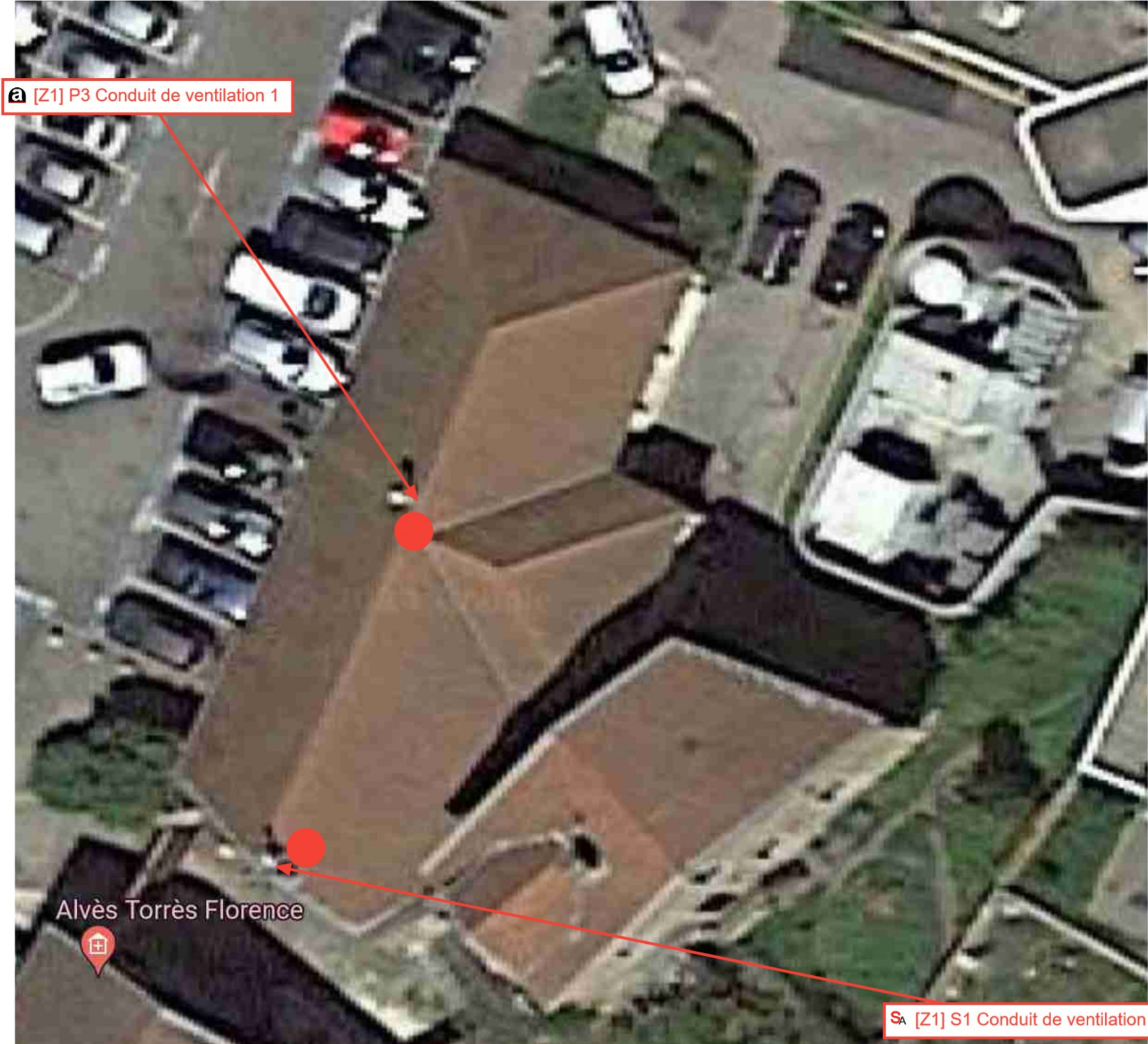
N P4

N P2

N P1

Légende

N Prélèvement non amianté



a [Z1] P3 Conduit de ventilation 1

Alvès Torrès Florence

SA [Z1] S1 Conduit de ventilation 2

TOITURE

Planche de repérage usuel	
Type: Plan	Croquis: 2/2
Auteur: DURR Emmanuel / Alpes Contrôles	
HOPITAL 2 RUE ROBERT PLOTON 42700 FIRMINY	

Légende

a	Prélèvement amianté
SA	Sondage amianté

ANNEXE - PHOTOS

Légende

A	Prélèvement Amianté
N	Prélèvement non amianté
P?	Prélèvement possiblement amianté

N
RDC / Ancien réfectoire / Calorifuge [Prélèvement n°1]



N
RDC / Ancien réfectoire / Enveloppe de calorifuge [Prélèvement n°2]



N
Façade / Façade Ouest / Enduit projeté pied de mur [Prélèvement n°4]



N
Façade / Façade Ouest / Enduit projeté mi hauteur [Prélèvement n°5]



N

Façade / Façade Est / Enduit projeté [Prélèvement n°6]



a

Toiture / Conduit de ventilation 1 [Prélèvement n°3]



a

Toiture / Conduit de ventilation 2 [Idem Prélèvement n°3]



ANNEXE - PROCÈS VERBAUX D'ANALYSES

Ci-joint en fin de rapport:

- Le procès verbal d'analyses du lot de prélèvements 1

ANNEXE - RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en oeuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante.

Ces mesures sont inscrites dans le dossier technique amiante et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application des dispositions de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique.

La mise à jour régulière et la communication du dossier technique amiante ont vocation à assurer l'information des occupants et des différents intervenants dans le bâtiment sur la présence des matériaux et produits contenant de l'amiante, afin de permettre la mise en oeuvre des mesures visant à prévenir les expositions.

Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées.

Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

1. Informations générales

a) Dangerosité de l'amiante

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérigènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le Centre International de Recherche sur le Cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre). Dans le cas d'empoussièrement important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sclérose (asbestose) qui réduira la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfois mortelle. Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérigènes, comme la fumée du tabac.

b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation

L'amiante a été intégrée dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérigène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997.

En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.

Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les opérateurs de repérage dits « diagnostiqueurs » pour la gestion des matériaux ou produits repérés.

De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

2. Intervention de professionnels soumis aux dispositions du code du travail

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations.

Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 4412-94 à R. 4412-148 du code du travail. Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-129. Cette certification est obligatoire à partir du 1er juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1er juillet 2014 pour les entreprises de génie civil.

Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travailler-mieux (<http://www.travailler-mieux.gouv.fr>) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (<http://www.inrs.fr>).

3. Recommandations générales de sécurité

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple :

- perçage d'un mur pour accrocher un tableau ;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante.

L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante en prenant les mesures nécessaires pour éviter tout risque électrique et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation.

Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : www.amiante.inrs.fr.

De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

4. Gestion des déchets contenant de l'amiante

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination.

Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement.

Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

a. Conditionnement des déchets

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières. Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret n° 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses.

Les professionnels soumis aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, aussitôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

b. Apport en déchèterie

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante liés à des matériaux inertes ayant conservés leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie.

A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

c. Filières d'élimination des déchets

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées.

Les déchets contenant de l'amiante liés à des matériaux inertes ayant conservés leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets.

Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

d. Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante liés et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la mairie ;
- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : www.sinoe.org.

e. Traçabilité


Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA n° 11861). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets.

Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante liés à des matériaux inertes ayant conservés leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.

ANNEXE - ANCIENS RAPPORTS

NUMERO DE REFERENCE du rapport de repérage	DATE DU RAPPORT	NOM DE LA SOCIETE et de l'opérateur de repérage	OBJET DU REPERAGE
Néant			



CERTIFICATION INTERNATIONALE
SOCOTEC

CERTIFICAT

N° DTI / 1409-006

Certifié par la présente que :


Emmanuel DURR

a passé avec succès les examens relatifs à la certification de ses compétences

DOMAINE TECHNIQUE	INTITULE DU(ES) TYPE(S) DE DIAGNOSTIC TECHNIQUE	DEBUT DE VALIDITE	FIN DE VALIDITE
AMIANTE	Missions de repérage des matériaux et produits des listes A et B et évaluations périodiques de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A dans les bâtiments autres que ceux relevant de la mention	29/09/2019	28/09/2024
AMIANTE - avec mention	Missions de repérage des matériaux et produits de la liste A et B et évaluations périodiques de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A dans des immeubles de grande hauteur, dans des établissements recevant du public répondant aux catégories 1 à 4, dans des immeubles de travail hébergant plus de 500 personnes ou dans des bâtiments industriels, missions de repérage des matériaux et produits de la liste C, les examens visuels à l'issue des travaux de retrait ou de confinement	29/09/2019	28/09/2024

qui ont été réalisés par Socotec Certification France conformément aux articles complémentaires :

- Article 25, §1er du DTI 6, qui visent les critères de certification des personnes physiques opérant au sein des entreprises de maintenance et d'entretien des bâtiments et d'entretien des équipements techniques des bâtiments et d'entretien des équipements techniques des bâtiments et d'entretien des équipements techniques des bâtiments



ACCREDITATION
COFRAC
N° 4408
Socotec Certification France
www.socotec.fr

Directeur Opérationnel

Gaillaume Rey

Ce certificat n'a qu'une valeur indicative. La validité relative d'un certificat SOCOTEC Certification International est matérialisée par le présence dans l'annuaire des entreprises accréditées au sein du réseau de SOCOTEC Certification France à l'adresse : www.socotec-certification-international.fr

SOCOTEC Certification France – SAS au capital de 100 000 euros – RCS Créteil 490 794 309 – 1 rue René Angely – 94250 Créteil – www.socotec-certification-international.fr

A06B233Q/007-1/BATIMENT S EN RDC/AMI_TRAV/EDU
DIM R401/Version 20231130

Page 14/23

ALPES
CONTRÔLES
Construction & Exploitation



ATTESTATION D'ASSURANCE

2024

La société d'assurance soussignée atteste avoir délivré à :

N° d'identification : 7380137/N/101
Une police N° : 7006693/S

couvrant ses responsabilités professionnelles spécifiques pour la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

N° d'édition d'attestation : 20242000019

La garantie du contrat s'applique aux opérations réalisées en France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer et dont le coût prévisionnel des travaux hors honoraires n'excède pas 30 000 000,00 € hors taxes sous réserve qu'un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale bénéficiant à l'adhérent soit souscrit pour les opérations dont le coût prévisionnel des travaux est égal ou supérieur à 20 000 000,00 € hors taxes.

Accédez aux éléments de vérification de délivrance de cette attestation en flashant ce code avec votre smartphone (vérifiez dans votre navigateur que vous êtes bien sur la page sécurisée <https://attestation.maf.fr>) ou en vous rendant sur <https://attestation.maf.fr> muni de cette clé de sécurité : **aab41f5**



Cette police actuellement en vigueur satisfait à l'obligation d'assurance édictée par la loi n°78-12 du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction. Elle est conforme aux clauses-typées énoncées à l'annexe 1 de l'article A 243-1 du code des assurances. La présente attestation ne peut engager la société d'assurance au-delà des conditions et limites du contrat auquel elle se réfère.

Activités assurées :

SPS	Missions de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sur les chantiers dans le cadre des articles L 4532-2 et suivants du Code du travail
D	Missions d'ordonnancement, pilotage et coordination des travaux à l'exclusion de toute mission de maîtrise d'œuvre générale, totale ou partielle
A.M.O	Missions d'assistance et/ou de conseil auprès de maîtres d'ouvrage à l'exclusion de toute mission de maîtrise d'œuvre
AMO HQE	Missions d'assistance et/ou de conseil auprès des maîtres d'ouvrage dans le domaine de la haute qualité environnementale (HQE) à l'exclusion de toute mission de maîtrise d'œuvre
AMO HAN	Missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage en vue de la rédaction de l'attestation d'accessibilité, selon les dispositions de l'article L 111-7-4 du Code de la Construction et de l'Habitation, en complément ou indépendamment d'une mission de contrôle technique
O26	Missions d'études d'impact
B.5.1a	Missions de diagnostic thermique, d'audit énergétique sans étude de conception d'ouvrages ou d'installations pouvant servir de base à la réalisation des travaux, d'infilométrie, de thermographie infrarouge
B.5.1b	Missions de diagnostic de performance énergétique confiées par tout vendeur ou bailleur d'un bien immobilier en application des articles L 134-1 à L 134-5 et R 134-1 à R 134-5 du code de la construction et de l'habitation
B.5.3	Missions d'audit acoustique, sans étude de conception d'ouvrages ou d'installations destinée à servir de base à la réalisation de travaux
B.5.5	Missions de recherche de matériaux et produits de la construction contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis, confiées en application des articles L 1334-13 et R 1334-14 à R 1334-29 du code de la santé publique
B.5.8	Missions d'état des lieux, diagnostic de bâtiments à l'exclusion de la maîtrise d'œuvre générale
B.5.9	Missions de diagnostic saturnisme, de contrôle après travaux ou d'établissement de constat de risque d'exposition au plomb à l'exclusion de toute mission de maîtrise d'œuvre générale, totale ou partielle, en application des articles L 1334-1 à L 1334-12 et R 1334-1 à R 1334-13 du code de la santé publique
B.5.10	Missions d'établissement d'un état du bâtiment relatif à la présence de termites ou d'attestations de réalisation des travaux préventifs ou d'éradication (articles L 133-1, L 133-6 et R 133-1 du code de la construction et de l'habitation)
B.5.11	Missions de diagnostic visant à évaluer les risques de présence de légionelles dans les réseaux d'eau
B.5.13	Missions sans conception ni exécution de travaux confiée par tout vendeur ou bailleur d'un bien immobilier et consistant en l'établissement d'un état des risques naturels et technologiques selon la loi n°2003-699 du 30 juillet 2003, codifiée à l'article L-125-5 du Code de l'environnement
B.5.17	Missions de diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments en application des articles R.111-43 à R.111-47 du Code de la construction et de l'habitation
ICPE	Missions d'établissement de dossier administratif au titre des installations classées pour la protection de l'environnement
ENQ TEC	Enquête de techniques nouvelles portant sur le développement de nouveaux produits ou procédés effectuée par l'adhérent pour le compte de fabricants, à l'exclusion de toute mission liée à la fabrication, commercialisation et mise en œuvre
EVEN	Missions de vérifications techniques (sur chantier) et/ou documents (plans d'exécution, notes de calcul) portant sur des installations ou équipements mis en place lors de manifestations publiques ou événementielles
CONT TE	Missions de contrôle technique portant sur les ouvrages de bâtiments ou de génie civil
VEFA	Mission de constat de l'achèvement d'un immeuble vendu dans l'état futur d'achèvement selon les articles du Code de la construction et de l'habitation
CONT PER	Mission d'inspection et de contrôle technique de prévention

Fait à Paris, le 01 janvier 2024



EUROMAF SA

EUROMAF SA

4FFFF2A0AE


30ED3C38E

ATTESTATION D'ASSURANCE

2024

N° d'identification : 7380137/N/101
N° d'édition d'attestation : 20242000019SAS BUREAU ALPES CONTROLES
Contrôleur technique

Accédez aux éléments de vérification de délivrance de cette attestation en flashant ce code avec votre smartphone (vérifiez dans votre navigateur que vous êtes bien sur la page sécurisée <https://attestation.maf.fr>) ou en vous rendant sur <https://attestation.maf.fr> muni de cette clé de sécurité : **aabe41f5**



La vérification de la concordance des données s'effectue sous votre seul contrôle.

PAE LES GLAISINS
3 bis Impasse DES PRAIRIES
74940 ANNECY LE VIEUX
France

Paris, le 01 janvier 2024

ATTESTATION D'ASSURANCE DECENNALE OBLIGATOIRE

EUROMAF SA atteste que SAS BUREAU ALPES CONTROLES / SIREN 351812698 – PAE LES GLAISINS 3 bis Impasse DES PRAIRIES 74940 ANNECY LE VIEUX France est titulaire d'un contrat d'assurance de responsabilité de nature décennale n° 7006693/S pour la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Cette police satisfait aux obligations d'assurance édictées par la loi n°78 - 12 du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.

1 | PÉRIMÈTRE DE LA GARANTIE DE RESPONSABILITÉ DÉCENNALE OBLIGATOIRE ET DE LA GARANTIE DE RESPONSABILITÉ DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DÉCENNALE

Les garanties objet de la présente attestation s'appliquent :

- aux activités professionnelles ou missions suivantes :
 - D Missions d'ordonnancement, pilotage et coordination des travaux à l'exclusion de toute mission de maîtrise d'œuvre générale, totale ou partielle
 - CONT TE Missions de contrôle technique portant sur les ouvrages de bâtiments ou de génie civil
- aux travaux ayant fait l'objet d'une ouverture de chantier pendant la période de validité mentionnée ci-dessus. L'ouverture de chantier est définie à l'annexe I de l'article A. 243-1 du code des assurances,
- aux travaux réalisés en France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer,
- aux chantiers dont le coût total de construction HT tous corps d'état, hors honoraires, déclaré par le maître d'ouvrage n'est pas supérieur à la somme de 20 000 000,00 €
Cette somme est portée à 30 000 000,00 € en présence d'un contrat collectif de responsabilité décennale bénéficiant à l'assuré, comportant à son égard une franchise absolue au maximum de 3 000 000 €.
- aux travaux, produits et procédés de construction suivants : Sans objet

Dans le cas où les travaux réalisés ne répondent pas aux caractéristiques énoncées ci-dessus, l'assuré en informe l'assureur.

Au-delà de 30 000 000,00 € hors taxes ou de 20 000 000,00 € hors taxes en l'absence de Contrat Collectif de Responsabilité Décennale bénéficiant à l'adhérent, la garantie peut être étendue par accord exprès entre l'adhérent et l'assureur, après détermination des conditions de la garantie et du tarif.

ATTESTATION D'ASSURANCE

2024

2 | ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ DÉCENNALE OBLIGATOIRE

Nature de la garantie	Montant de la garantie
Le contrat garantit la responsabilité décennale de l'assuré instaurée par les articles 1792 et suivants du code civil, dans le cadre et les limites prévus par les dispositions des articles L. 241-1 et L. 241-2 du code des assurances relatives à l'obligation d'assurance décennale, et pour des travaux de construction d'ouvrages qui y sont soumis, au regard de l'article L. 243 - 1 - 1 du même code. La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou de démontage éventuellement nécessaires.	En Habitation : Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage. Hors habitation : Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de construction déclaré par le maître d'ouvrage et sans pouvoir être supérieur au montant prévu au I de l'article R. 243-3 du code des assurances. En présence d'un CCRD : Lorsqu'un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD) est souscrit au bénéfice de l'assuré, le montant de la garantie est égal au montant de la franchise absolue stipulée par ledit contrat collectif.
Durée et maintien de la garantie	
La garantie couvre, pour la durée de la responsabilité décennale pesant sur l'assuré en vertu des articles 1792 et suivants du code civil. Elle est maintenue dans tous les cas pour la même durée.	

Pour toute opération d'un coût total de travaux et honoraires supérieur à 15 millions d'euros HT, la souscription d'un Contrat Collectif est vivement recommandée.

3 | GARANTIE DE RESPONSABILITÉ DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DÉCENNALE

Nature de la garantie	Montant de la garantie
Cette garantie couvre le paiement des travaux de réparation des dommages tels que définis aux articles 1792 et 1792-2 du Code civil et apparus après réception, lorsque la responsabilité de l'assuré est engagée du fait des travaux de construction d'ouvrages soumis à l'obligation d'assurance, qu'il a réalisés en qualité de sous-traitant.	3 000 000 € par sinistre
Durée et maintien de la garantie	
Cette garantie est accordée, conformément à l'article 1792-4-2 du code civil, pour une durée de dix ans à compter de la réception.	

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Fait à Paris, le 01 janvier 2024



EUROMAF SA

ATTESTATION D'ASSURANCE

2024

N° d'identification : 7380137/N/101
N° d'édition d'attestation : 20242000019SAS BUREAU ALPES CONTROLES
Contrôleur technique

Accédez aux éléments de vérification de délivrance de cette attestation en flashant ce code avec votre smartphone (vérifiez dans votre navigateur que vous êtes bien sur la page sécurisée <https://attestation.maf.fr>) ou en vous rendant sur <https://attestation.maf.fr> muni de cette clé de sécurité : **aabe41f5**

La vérification de la concordance des données s'effectue sous votre seul contrôle.

PAE LES GLAISINS
3 bis Impasse DES PRAIRIES
74940 ANNECY LE VIEUX
France

Paris, le 01 janvier 2024

ATTESTATION D'ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ CIVILE PROFESSIONNELLE
AUTRE QUE DÉCENNALE

EUROMAF SA atteste que SAS BUREAU ALPES CONTROLES / SIREN 351812698 – PAE LES GLAISINS 3 bis Impasse DES PRAIRIES 74940 ANNECY LE VIEUX France est titulaire d'un contrat d'assurance des responsabilités professionnelles des ingénieurs et autres concepteurs de la construction n° 7006693/S garantissant les conséquences pécuniaires des responsabilités spécifiques de sa profession pour la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Ce contrat garantit la responsabilité civile professionnelle générale de l'assuré.

La garantie objet de la présente attestation s'applique :

- aux activités professionnelles suivantes :
 - SPS Missions de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sur les chantiers dans le cadre des articles L 4532-2 et suivants du Code du travail
 - D Missions d'ordonnancement, pilotage et coordination des travaux à l'exclusion de toute mission de maîtrise d'œuvre générale, totale ou partielle
 - A.M.O Missions d'assistance et/ou de conseil auprès de maîtres d'ouvrage à l'exclusion de toute mission de maîtrise d'œuvre
 - AMO HQE Missions d'assistance et/ou de conseil auprès des maîtres d'ouvrage dans le domaine de la haute qualité environnementale (HQE) à l'exclusion de toute mission de maîtrise d'œuvre
 - AMO HAN Missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage en vue de la rédaction de l'attestation d'accessibilité, selon les dispositions de l'article L 111-7-4 du Code de la Construction et de l'Habitation, en complément ou indépendamment d'une mission de contrôle technique
 - O26 Missions d'études d'impact
 - B.5.1a Missions de diagnostic thermique, d'audit énergétique sans étude de conception d'ouvrages ou d'installations pouvant servir de base à la réalisation des travaux, d'infiltrométrie, de thermographie infrarouge
 - B.5.1b Missions de diagnostic de performance énergétique confiées par tout vendeur ou bailleur d'un bien immobilier en application des articles L 134-1 à L 134-5 et R 134-1 à R 134-5 du code de la construction et de l'habitation
 - B.5.3 Missions d'audit acoustique, sans étude de conception d'ouvrages ou d'installations destinée à servir de base à la réalisation de travaux
 - B.5.5 Missions de recherche de matériaux et produits de la construction contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis, confiées en application des articles L 1334-13 et R 1334-14 à R 1334-29 du code de la santé publique
 - B.5.8 Missions d'état des lieux, diagnostic de bâtiments à l'exclusion de la maîtrise d'œuvre générale
 - B.5.9 Missions de diagnostic saturnisme, de contrôle après travaux ou d'établissement de constat de risque d'exposition au plomb à l'exclusion de toute mission de maîtrise d'œuvre générale, totale ou partielle, en application des articles L 1334-1 à L 1334-12 et R 1334-1 à R 1334-13 du code de la santé publique
 - B.5.10 Missions d'établissement d'un état du bâtiment relatif à la présence de termites ou d'attestations de réalisation des travaux préventifs ou d'éradication (articles L 133-1, L 133-6 et R 133-1 du code de la construction et de l'habitation)
 - B.5.11 Missions de diagnostic visant à évaluer les risques de présence de légionelles dans les réseaux d'eau
 - B.5.13 Missions sans conception ni exécution de travaux confiée par tout vendeur ou bailleur d'un bien immobilier et consistant en l'établissement d'un état des risques naturels et technologiques selon la loi n°2003-699 du 30 juillet 2003, codifiée à l'article L-125-5 du Code de l'environnement

4FFFE2A9AE

709FD7C7BF

ATTESTATION D'ASSURANCE

2024

- | | |
|----------|---|
| B.5.17 | Missions de diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments en application des articles R.111-43 à R.111-47 du Code de la construction et de l'habitation |
| ICPE | Missions d'établissement de dossier administratif au titre des installations classées pour la protection de l'environnement |
| ENQ TEC | Enquête de techniques nouvelles portant sur le développement de nouveaux produits ou procédés effectuée par l'adhérent pour le compte de fabricants, à l'exclusion de toute mission liée à la fabrication, commercialisation et mise en œuvre |
| EVEN | Missions de vérifications techniques (sur chantier) et/ou documents (plans d'exécution, notes de calcul) portant sur des installations ou équipements mis en place lors de manifestations publiques ou événementielles |
| CONT TE | Missions de contrôle technique portant sur les ouvrages de bâtiments ou de génie civil |
| VEFA | Mission de constat de l'achèvement d'un immeuble vendu dans l'état futur d'achèvement selon les articles du Code de la construction et de l'habitation |
| CONT PER | Mission d'inspection et de contrôle technique de prévention |
- aux chantiers réalisés en France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer,
 - aux chantiers dont le coût total de construction HT tous corps d'état, hors honoraires, déclaré par le maître d'ouvrage, n'est pas supérieur à la somme de 20 000 000,00 €.
- Cette somme est portée à 30 000 000,00 € en présence d'un contrat collectif de responsabilité décennale bénéficiant à l'assuré, comportant à son égard une franchise absolue au maximum de 3 000 000 €.

Au-delà de l'une des limites qui conditionnent l'application du contrat, l'assuré doit se rapprocher de son assureur.

Au-delà de 30 000 000,00 € hors taxes ou de 20 000 000,00 € hors taxes en l'absence de Contrat Collectif de Responsabilité Décennale bénéficiant à l'assuré, la garantie peut être étendue par accord exprès entre l'assuré et l'assureur, après détermination des conditions de la garantie et du tarif.

La garantie est accordée sur base réclamation.

ATTESTATION D'ASSURANCE

2024

La garantie s'exerce à concurrence des montants ci-après hors activité SPS :

Valeur au samedi 30 juin 2007

Garantie des dommages consécutifs aux dommages définis aux articles 1792 et 1792-2 du code civil et garantie des dommages relevant des autres responsabilités professionnelles	Montant de la garantie par sinistre	Montant de la garantie par année d'assurance
. Dommages corporels	5 000 000,00 €	15 000 000,00 €
- Dont dommages corporels résultant d'une exposition à l'amiante	117 801,92 €	353 405,76 €
. Dommages matériels et immatériels	2 000 000,00 €	6 000 000,00 €
- Dont dommages immatériels non consécutifs	1 000 000,00 €	2 000 000,00 €
. Dommages aux éléments d'équipement à usage professionnel (article 1792-7 du Code Civil)	500 000,00 €	1 500 000,00 €
► Le montant total de la garantie ne peut excéder 5 000 000,00 € par sinistre, tous dommages confondus		

Pour l'activité SPS, la garantie s'exerce à concurrence des montants ci-après :

Valeur à l'indice 124,78 au samedi 30 juin 2012

Dommages	Montant de la garantie par sinistre	Montant de la garantie par année d'assurance
. Dommages corporels	1 334 438,89 €	1 334 438,89 €
- Dont dommages corporels résultant d'une exposition à l'amiante	125 092,12 €	125 092,12 €
. Dommages matériels et immatériels	448 912,96 €	889 625,92 €
- Dont dommages immatériels non consécutifs	111 203,24 €	222 406,48 €
► Sont exclus de la garantie les dommages corporels résultant d'une exposition à l'amiante, poussières d'amiante, fibres d'amiante ou matériaux contenant de l'amiante.		

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Fait à Paris, le 01 janvier 2024


EUROMAF SA

ANNEXE - ESTIMATION DE LA QUANTIFICATION AMIANTE

Notes relatives à l'arrêté du 16 juillet 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis.

1. RAPPEL DE L'ARTICLE 11

Si le donneur d'ordre n'est pas le propriétaire de l'immeuble bâti concerné par la mission de repérage, il adresse à ce dernier une copie du rapport établi par l'opérateur de repérage.

En cas de mission de repérage portant sur une partie privative d'un immeuble collectif à usage d'habitation, son propriétaire met à jour le contenu du « dossier amiante - parties privatives » (DAPP) prévu au I de l'article R. 1334-29-4 du code de la santé publique, en y intégrant les données issues du rapport ou du pré-rapport de repérage amiante avant travaux. Il tient à disposition et communique ce DAPP, ainsi complété, selon les modalités prévues au II de l'article R. 1334-29-4 du code de la santé publique.

En cas de mission de repérage portant sur les parties communes d'un immeuble collectif à usage d'habitation ou sur un immeuble non utilisé à fin d'habitation, son propriétaire met à jour le contenu du « dossier technique amiante » (DTA) prévu au I de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique ainsi que de sa fiche récapitulative, en y intégrant les données issues du rapport ou du pré-rapport de repérage amiante avant travaux. Il tient à disposition et communique ce DTA, ainsi complété, selon les modalités prévues au II de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique.

En cas de mission de repérage portant sur tout ou partie d'un immeuble d'habitation ne comprenant qu'un seul logement, son propriétaire conserve le rapport ou le pré-rapport restituant les conditions de réalisation et les conclusions de cette recherche d'amiante avant travaux. Il communique ce rapport ou ce pré-rapport, sur leur demande, à toute personne physique ou morale appelée à effectuer des travaux dans l'immeuble bâti ainsi qu'aux agents de contrôle de l'inspection du travail mentionnés à l'article L. 8211-1 du code du travail, aux agents du service de prévention des organismes de sécurité sociale et, en cas d'opération relevant du champ de l'article R. 4534-1 du code du travail, de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics.

2. DECHETS DANGEREUX

Les déchets contaminés par l'amiante

Responsabilité du propriétaire

Lors de travaux de désamiantage, la personne pour laquelle les travaux sont effectués (c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires) a la responsabilité de la bonne élimination des déchets produits, conformément aux dispositions du code de l'environnement.

Les déchets du chantier (équipements de protection des travailleurs...) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

Élimination des différents déchets

Les déchets contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées.

Les matériaux où l'amiante est fortement lié (tels que l'amiante-ciment, les dalles de sol, les clapets et volets coupe-feu) doivent être éliminés, soit en installations de stockage pour déchets ménagers et assimilés, soit en centres de stockage de déchets inertes, pourvus, dans les deux cas, d'alvéoles spécifiques pour les déchets contenant de l'amiante.

Ces déchets sont conditionnés en sacs étanches, type grands récipients pour vrac (GRV) ou sur palettes filmées.

Les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante (comme les floccages, les calorifugeages et les cartons d'amiante), les matériaux dégradés et les déchets issus du chantier (équipements de protection, déchets de matériels ou issus du nettoyage...) doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

Ces déchets sont conditionnés en doubles sacs étanches scellés.

Libelle	unité	masse	ratio	quantité	total
1 - Couvertures, Toitures, Terrasses et étanchéités					0
Conduits de fumée, de cheminée, de ventilation	mL	10	kg/mL	6	
Autre					0
Autre					

				Localisation des matériaux dans le bâtiment	Quantités				Observations concernant les opérations particulières à envisager lors de la démolition et les éventuelles possibilités de réemploi sur le site
						Unités	Kg	Tonne	
Matériaux ou déchets dangereux (DD)	Amiante	Amiante lié à des matériaux inertes	éléments en m ²	Se référer aux diagnostics Amiante avant démolition, cités au présent rapport, pour la localisation précise de ces éléments.	0	m ²	0	0,00	Stockage temporaire sur le chantier permis avec aménagement et surveillance, conditionnement en big-bags hermétiques ou palettes, racks filmés.
			éléments en m ³		0	m ³	0	0,00	
			éléments en ml		6	mL	0	0,00	
			éléments en Unités		0	U	0	0,00	
		Autres types d'amiante lié	éléments en m ²		0	m ²	0	0,00	Le démontage des monte-charges sera réalisé conformément aux dispositions du code du travail dans ses articles R4543-25 à R4543-28 par une entreprise spécialisée.
			éléments en m ³		0	m ³	0	0,00	
			éléments en ml		0	mL	0	0,00	
					0	U	0	0,00	
		Amiante friable	éléments en Unités		0	m ²	0	0,00	Se référer aux diagnostics Amiante avant démolition, cités au présent rapport, pour la localisation précise de ces éléments. Conditionnement étanche (double sac étanche), respect de la réglementation ADR
			éléments en m ²		0	m ³	0	0,00	
			éléments en m ³		0	mL	0	0,00	
					0	U	0	0,00	
			éléments en Unités						



44 rue Jean Huss
42000 SAINT ETIENNE
Tel : 04.77.79.52.80
www.itga.fr



Accréditation n° 1-1761

Portée disponible
sur www.cofrac.fr



L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation qui sont identifiés par le symbole :

RAPPORT SYNTHÉTIQUE D'ANALYSE NUMÉRO IT1124-2694 EN DATE DU 06/02/2024

RECHERCHE ET IDENTIFICATION D'AMIANTE SUR PRELEVEMENT(S) DE MATERIAU(X)

Ce rapport ne concerne que les échantillons soumis à l'analyse tels qu'ils ont été reçus au laboratoire.
Le laboratoire n'est pas responsable des données fournies par le client qui sont simplement retranscrites et identifiées comme telles.

Client : BUREAU ALPES CONTROLES 3 bis impasse des prairies 74940 ANNECY LE VIEUX	Réf. Commande ITGA : IT1124-2694 Réf. Commande Client : 1706767953808EDU - A06B233Q - EDU - FIRMINY-HOPITAL LE CORBUSIER- AMIANTE ET PLOMB PEMD- BATIMENT S EN RDC
--	---

Prélèvement(s) : Reçu au laboratoire le : 02/02/2024

Préparation(s) : Effectuée de façon à être représentative de l'échantillon conformément à l'arrêté du 1er octobre 2019 :
ou - Pour une analyse au Microscope Optique à Lumière Polarisée (MOLP) : Prélèvement et montage adapté sur lame de microscopie
- Pour une analyse au Microscope Electronique à Transmission Analytique (META) en fonction de la nature de la prise d'essai :
(A) - Traitement mécanique en milieu aqueux
(B) - Traitement chimique et mécanique au chloroforme

Technique(s) : - Microscopie Optique à Lumière Polarisée (guide HSG 248 - Appendice 2) : Morphologie et critères optiques
Analytique(s) : La détection de fibres d'amiante optiquement observables est garantie si la teneur est supérieure ou égale à 0,1 % en masse.
ou - Microscopie Electronique à Transmission Analytique (parties pertinentes de la norme NF X 43-050) : Morphologie, EDX et diffraction
électronique
La détection de fibres d'amiante est garantie si la teneur est supérieure ou égale à 0,1 % en masse.

Résultat(s) :

Fraction analysée	Technique analytique (Méthode de préparation et date d'analyse)	Résultat / Variété d'amiante	Elements analytiques
Réf dossier client : A06B233Q_7		Réf échantillon ITGA : IT112402-1454	
Réf échantillon client : P001 - 1705935833156EDU - RDC / Ancien réfectoire Calorifuge Conduit - RDC / Ancien réfectoire - Calorifuge		Description ITGA : Carton avec aluminium / Matériau fibreuse jaune avec poussières	
Carton avec aluminium non séparable + Matériau fibreux jaune avec poussières	MOLP + META (A) le 06/02/2024 Nombre de préparations : 3 Nombre de supports d'analyse : 4	Amiante non détecté (1) / -	Analyste : QAD (3)
Réf dossier client : A06B233Q_7		Réf échantillon ITGA : IT112402-1455	
Réf échantillon client : P002 - 1705935844628EDU - RDC / Ancien réfectoire Enveloppe de calorifuge Conduit - RDC / Ancien réfectoire - Enveloppe de calorifuge		Description ITGA : Matériau plâtreux blanc / Toile fibreuse blanche	
Matériau plâtreux blanc + Toile fibreuse blanche non séparable	META (A) le 06/02/2024 Nombre de préparations : 1 Nombre de supports d'analyse : 2	Amiante non détecté (1) / -	Analyste : QBL (3)

La reproduction de ce rapport n'est autorisée que sous sa forme intégrale ; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire.

Sauf demande particulière et écrite du client, les échantillons sont conservés pendant 6 mois et les rapports pendant 10 ans.

RAPPORT SYNTHÉTIQUE D'ANALYSE NUMÉRO IT1124-2694 EN DATE DU 06/02/2024
RECHERCHE ET IDENTIFICATION D'AMIANTE SUR PRELEVEMENT(S) DE MATERIAU(X)

Fraction analysée	Technique analytique (Méthode de préparation et date d'analyse)	Résultat / Variété d'amiante	Elements analytiques
Réf dossier client : A06B233Q_7		Réf échantillon ITGA : IT112402-1456	
Réf échantillon client : P003 - 1705935861348EDU - Toiture Conduit de ventilation Conduit - Toiture - Conduit de ventilation		Description ITGA : Peinture / Fibrociment gris avec fibres visibles	
Peinture non séparable + Fibrociment gris avec fibres visibles	MOLP le 05/02/2024 Nombre de préparations : 1 Nombre de supports d'analyse : 1	Présence de fibres d'amiante / Chrysotile	Analyste : MOE (3)
Réf dossier client : A06B233Q_7		Réf échantillon ITGA : IT112402-1457	
Réf échantillon client : P004 - 1706534359399EDU - Façade / Façade Ouest Enduit projeté pied de mur Paroi extérieure - Façade / Façade Ouest - Enduit projeté pied de mur		Description ITGA : Peinture / Enduit compact beige	
Peinture non séparable + Enduit compact beige	META (A) le 06/02/2024 Nombre de préparations : 1 Nombre de supports d'analyse : 2	Amiante non détecté (1) / -	Analyste : QBL (3)
Réf dossier client : A06B233Q_7		Réf échantillon ITGA : IT112402-1458	
Réf échantillon client : P005 - 1706534383983EDU - Façade / Façade Ouest Enduit projeté mi hauteur Paroi extérieure - Façade / Façade Ouest - Enduit projeté mi hauteur		Description ITGA : Enduit compact blanc	
Enduit compact blanc	META (A) le 06/02/2024 Nombre de préparations : 1 Nombre de supports d'analyse : 2	Amiante non détecté (1) / -	Analyste : QBL
Réf dossier client : A06B233Q_7		Réf échantillon ITGA : IT112402-1459	
Réf échantillon client : P006 - 1706534414929EDU - Façade / Façade Est Enduit projeté Paroi extérieure - Façade / Façade Est - Enduit projeté		Description ITGA : Peinture / Enduit plâtreux blanc en vrac / Matériau compact gris hétérogène	
Peinture non séparable + Enduit plâtreux blanc en vrac + Matériau compact gris hétérogène non séparable	META (A) le 06/02/2024 Nombre de préparations : 1 Nombre de supports d'analyse : 2	Amiante non détecté (1) / -	Analyste : QBL (2)

(1) Aucune fibre d'amiante n'a été détectée, l'échantillon objet de l'essai peut éventuellement renfermer une teneur en fibre d'amiante inférieure à la limite de détection.

(2) Pour les couches réceptionnées en vrac et identifiées comme telles, la limite de détection est garantie uniquement sur la prise d'essai et non par couche.

(3) Pour les couches non-séparables et identifiées comme telles, la limite de détection est garantie sur la prise d'essai. La limite de détection est garantie sur chaque couche si la prise d'essai contient au plus 2 couches en quantité suffisante pour analyse.

Validé par : François CHAIX Analyste